

# JCDecaux

VILLE DU PRADET SERVICE COURRIER Date arrivée <b>13 NOV. 2017</b> N° d'ordre : <b>6957</b>
--

VILLE DU PRADET  
HOTEL DE VILLE  
MONSIEUR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR  
PARC VICTOR CRAVERO  
83220 LE PRADET

**Communication**  
**Extérieure**

Afrique du Sud  
Algérie  
Allemagne  
Arabie Saoudite  
Argentine  
Australie  
Autriche  
Azerbaïdjan  
Belgique  
Brésil  
Bulgarie  
Cameroun  
Canada  
Chili  
Chine  
Colombie  
Corée  
Costa Rica  
Croatie  
Danemark  
Emirats Arabes Unis  
Espagne  
Estonie  
Etats-Unis  
Finlande  
**France**  
Guatemala  
Hongrie  
Inde  
Irlande  
Islande  
Israël  
Italie  
Japon  
Kazakhstan  
Lettonie  
Lituanie  
Luxembourg  
Malaisie  
Mexique  
Norvège  
Oman  
Ouzbékistan  
Panama  
Pays-Bas  
Pologne  
Portugal  
Qatar  
République Dominicaine  
République Tchèque  
Royaume-Uni  
Russie  
Salvador  
Singapour  
Slovaquie  
Slovénie  
Suède  
Suisse  
Thaïlande  
Turquie  
Ukraine  
Uruguay

**A l'attention de Monsieur MICHEL COUVE.**

Marseille, le 10 novembre 2017.  
N/Réf: AM/AMV : 18.

**Objet : Règlement local de publicité.**  
**Lettre Recommandée AR (envoi anticipé par courriel)**

**Objet : Projet de Règlement Local de Publicité – Le Pradet.**

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

La Société JCDecaux France porte une attention particulière à la procédure de révision du Règlement Local de Publicité (RLP) initiée par la Ville du Pradet.

A la lecture du projet de règlement, nous souhaitons porter à votre connaissance les observations suivantes.

Tout d'abord, il importe de rappeler que le mobilier urbain participe directement à l'effectivité d'un service public continu et proche des usagers (Abris-voyageurs : service public des transports – *article 5 de la loi du 30 décembre 1982 sur l'orientation des transports intérieurs* ; mobiliers d'information locale : service public de l'information - *CE 10 juillet 1996 Coisne, n°140606*).

A ce titre, dans un modèle d'optimisation budgétaire, les droits d'exploitation publicitaire sur les mobiliers urbains financent des services rendus.

Cette spécificité explique que la réglementation nationale relative à la publicité extérieure traite le mobilier urbain de manière distincte des « dispositifs publicitaires classiques ».

Sur la forme, nous relevons que le projet de règlement a pris soin de traiter le mobilier urbain comme une thématique distincte des dispositifs publicitaires classiques, ce que nous approuvons.

Toutefois, par soucis de lisibilité et sécurité juridique, et afin de respecter la volonté de la ville du Pradet de ne pas soumettre la publicité sur mobilier urbain à des dispositions relatives aux dispositifs publicitaires classiques, nous préconisons qu'il soit expressément inséré, à l'article 2 du Titre 1. « portée du règlement », l'alinéa suivant :

*« La publicité sur mobilier urbain est traitée dans les seuls articles visant expressément le mobilier urbain, sauf renvoi express à d'autres dispositions contenues dans le RLP. »*

Sur le fond, nous relevons que certaines propositions de règles auraient pour conséquence de limiter les possibilités d'exploitation du mobilier urbain sur le territoire communal, ce qui aurait pour conséquence immédiate de compromettre le financement du mobilier urbain par la publicité.

En premier lieu, eu égard au modèle économique du mobilier urbain financé par la publicité, il est indispensable que les interdictions relatives de publicité visées à l'article L.581-8 I du Code de l'environnement soient entièrement levées pour le mobilier urbain.

Nous vous proposons donc de **lever de manière expresse l'interdiction de publicité sur le mobilier urbain dans l'ensemble des zones d'interdiction relative de publicité fixée à l'article L581-8 I du Code de l'environnement, et notamment aux abords des monuments historiques ainsi que dans l'aire d'adhésion du parc national de Port-Cros.**

En deuxième lieu, le projet de RLP entend encadrer le format des mobiliers urbains d'information.

Or, toute limitation applicable au mobilier urbain nous paraît surabondante, son implantation sur le domaine public présentant l'avantage, par rapport aux autres catégories de dispositifs publicitaires, d'être **entièrement contrôlé et maîtrisé par la collectivité** via un marché public qui fixe en amont son nombre et ses emplacements.

Par ailleurs, la particularité de l'équilibre financier du marché de mobilier urbain dont les investissements et les charges d'entretien sont financés par la publicité conforte notre proposition d'exclure le mobilier urbain de ces règles.

Les limitations relatives au mobilier urbain, au-delà de restreindre les possibilités d'exploitation publicitaires sur le territoire de la Commune du Pradet, restreignent les moyens de communication ainsi que les services offerts aux usagers.

Ainsi, nous proposons donc d'autoriser de manière expresse le mobilier urbain **conformément aux articles R.581-42 à R.581-47 du Code de l'environnement.**

De plus, s'agissant de l'installation du mobilier urbain numérique, elle est soumise à l'autorisation préalable du Maire qui dispose, en présence d'un RLP, d'un large pouvoir d'appréciation et d'instruction de la demande au regard, notamment, du cadre de vie environnant et de la nécessité de limiter les nuisances visuelles pour l'homme et l'environnement.

Nous notons la volonté de la Ville de se prémunir de toute implantation de publicité numérique en zone ZP2 (article 11 du projet de règlement) et plus généralement de toute publicité sauf celle apposée sur mobilier urbain en zones ZP3 A et ZP3B.

Nous comprenons alors que ces limitations ne sont pas opposables au mobilier urbain numérique.

Aussi, afin de parfaire la bonne compréhension du texte, nous vous proposons d'insérer les mentions suivantes (en bleu) au sein du futur règlement :

**« Article 11 Interdiction**

Sont interdites :

- les publicités non lumineuses sur toiture ou terrasse en tenant lieu ;
- Les publicités scellées au sol ou installées directement sur le sol :
- Les publicités numériques, *sauf publicités numériques supportées par le mobilier urbain* ».

Vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à la présente,

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Commissaire-enquêteur, nos salutations distinguées.

**Antoine MOULIN.**  
**Directeur Régional PACA.**

